Associations et syndicats publient un petit manuel pour s'attaquer aux «idées fausses» de l'extrême droite

14/04/2014 à 19h34

Des associations et syndicats tels que la CGT, FSU, l'Unef ou la Ligue des droits de l'homme soutiennent cet ouvrage, qui décortique 73 arguments sur l'immigration, l'insécurité, l'islam, pour les démonter.

Comment affronter la pensée d'extrême droite sur d'autres terrains que celui de la morale ? Des syndicats (CGT, Solidaires, FSU, Unef, UNL, Fidl) et associations (Ligue des droits de l'homme, Mrap, JOC) ont mené cette réflexion, face à la «banalisation préoccupante» des antiennes répétées notamment par le Front national. Ils soutiennent la publication d'un livre, *En finir avec les idées fausses propagées par l'extrême droite*.



«Sortir de l'euro permettrait de revenir au franc et d'avoir des prix plus compétitifs pour les produits exportés»; «les

travailleurs sans papiers ne payent pas de cotisations sociales ni d'impôts»; «il y a trop de main-d'œuvre disponible et pas assez d'emploi pour tout le monde», etc. Des affirmations qui seraient, selon les organisations partenaires du petit ouvrage, reprises avec de plus en plus d'aplomb, de moins en moins de complexes. Du bon sens, se voient rétorquer les militants associatifs ou syndicaux. «Ces idées, on ne les entend plus simplement dans les meetings ou sur les plateaux de télé, mais aussi dans les cafés, les usines», s'inquiète l'éditeur Bernard Stéphan (Ed. de l'Atelier).

La porte-parole de Solidaires, Annick Coupé, reconnaît que sur le terrain, son syndicat s'est souvent trouvé démuni, en mal d'arguments pour contrer la progression de ces positions xénophobes et réactionnaires : **«L'année dernière, nos équipes militantes ont assisté totalement sidérées à la montée du Front national et ne savaient pas quoi répondre.»** Pour Bernadette Groison, secrétaire générale de la FSU, de tels discours sont d'autant plus délicats à déconstruire que des partis comme celui de Marine Le Pen savent désormais choisir leurs mots. «Le FN vient sur le terrain du syndicalisme en tentant de nous instrumentaliser, utilise des termes généreux et les détourne en faisant croire qu'il a des réponses sociales», a-t-elle constaté.

L'idée était donc de disséquer les rengaines de l'extrême droite pour les démonter à l'épreuve des chiffres et des faits. De lancer «une offensive sur le fond», décrit l'auteur Pierre-Yves Bulteau. Le journaliste décortique 73 «idées reçues» sur l'immigration, l'UE et l'euro, l'insécurité, l'islam, la concurrence entre les travailleurs, etc. L'ouvrage aurait pu passer davantage le programme du FN à la moulinette du fact-checking, fournir plus de chiffres et de données précises. Il s'agit en fait moins d'un travail de désintox que d'un contre-argumentaire. Objectif assumé par les partenaires à la recherche d'objections pour répliquer dans les entreprises, les facs et les lycées : «On veut en faire un outil militant pour armer les membres de nos organisations qui nous demandent comment répondre», explique Bernadette Groison

(FSU).
Pédago, le petit manuel tiré à 17 000 exemplaires, fournit des munitions intéressantes. Sur le prétendu manque à gagner que représentent les travailleurs étrangers pour la France, il explique que si ceux-ci perçoivent 47,9 milliards d'euros de l'Etat (allocations, prestations de santé, retraites), «ils en reversent 60,3 milliards en impôts, cotisations et taxes à la consommation. Soit un solde positif de 12,4 milliards.» Concernant l'intégration des Roms, il rappelle que sur la période 2007-2013, la France «a touché 1,7 milliard d'euros» du Fonds social européen : 53 projets d'insertion ont pu être montés, mais au bénéfice «principalement de gens du voyage ou de personnes vivant en campement, c'est-à-dire une majorité de Français et non de Roms».
Libération